



La drogue libre ?

Un débat mondial

◆ En Amérique latine et en Europe, la question de la légalisation de la drogue refait surface. ◆ Mais de quoi parle-t-on : de la dépénalisation ? de la consommation ? de la libéralisation du commerce ? du contrôle de la production ? de quelles drogues ? ◆ Les Etats sont encore loin de répondre à toutes ces questions.



↑ En mai 2009, *Courrier International* (n°965) reprenait des articles constatant l'échec de la lutte contre le trafic de drogue. A retrouver dans nos archives sur notre site web.

Hypermarché planétaire

Mettre fin à la prohibition des drogues pour réduire le trafic : l'idée fait son chemin. Mais tous les pays n'ont pas les mêmes intérêts.

El País (extraits) Madrid

Un Espagnol manipule avec dextérité une carte de crédit pour se préparer une ligne de cocaïne ; la police mexicaine trouve quatorze cadavres dans une fourgonnette ; trois tonnes d'opium afghan traversent la Russie ; une mère de famille colombienne entre dans une prison américaine où elle va passer la prochaine décennie pour trafic de stupéfiants ; un jeune New-Yorkais meurt d'overdose au cours d'une soirée ; un Marocain connaît lui aussi une fin tragique dans une *patera* [embarcation de fortune] après que sa cargaison de drogue a éclaté dans son estomac.

La séquence est fictive, mais de tels faits ont lieu chaque jour dans le monde. Ils sont tous la conséquence d'un même phénomène, le trafic de drogue, qui alimente le plus grand marché du monde. Ces derniers mois, des responsables politiques comme l'actuel président du Guatemala, Otto Pérez, ont demandé l'ouverture d'un débat sur la question. Le fait de diriger certains des pays le plus directement touchés par une guerre qui fait des victimes quotidiennes leur confère toute la légitimité nécessaire. Le président du Honduras, quant à lui, a été le premier à demander que soit mis fin à la "prohibition" des drogues. Certains, comme eux, défendent l'idée qu'une réglementation réduirait le trafic de drogue et mettrait fin à un commerce qui pèse 216 milliards d'euros par an sur la planète entière, selon l'ONU. Au Mexique uniquement, à en croire les Etats-Unis, le trafic aurait généré 19 milliards d'euros en 2009.

D'autres ne voient pas en quoi réguler améliorerait la sécurité. Dans ce débat qui commence seulement à s'amorcer, le maître mot est légalisation. Rien ne suscite davantage l'adhésion ou le rejet que le fait de la défendre. Amira Armenta, membre du Transnational Institute, un groupe de réflexion international fondé à Amsterdam, explique qu'"a priori les gens ont peur de la légalisation". Elle estime qu'Otto Pérez a souhaité avant tout attirer l'attention des médias. "C'est un discours médiatique, estime-t-elle. Otto Pérez n'a pas dit : 'Faisons ça', mais 'Parlons-en'. Entre la politique actuelle et la légalisation, il y a beaucoup de possibilités. Il faudrait étudier les options les plus réalistes, les moins risquées, notamment celles qui envisagent la dépénalisation de la consommation, du commerce et de la production."

Le cannabis est de loin la drogue la plus consommée à l'échelle mondiale. Entre 125 et 203 millions de personnes dans le monde en ont consommé en 2009, selon des chiffres de l'ONU. Toutes drogues confondues, on atteint entre 149 et 272 millions de consommateurs, soit entre 3,3 % et 6,1 % de la population âgée de 15 à 64 ans. "Il est absurde de penser que la demande va cesser ici ou là : il faut l'accepter et œuvrer en faveur de la sécurité", commente le président du Collectif pour une politique intégrale en matière de drogues (Mexique).

Les spécialistes font très nettement la distinction entre pays producteurs et consommateurs : ce qui fonctionnerait pour les uns ne conviendrait pas forcément aux autres. "Qui dit changement de politique dit en réalité légalisation, réglementation ou dépénalisation [de la consommation]", met en garde l'ancien guérillero salvadorien et expert en résolution des conflits Joaquín Villalobos. "Et, même si je suis d'accord avec de telles mesures, il est clair que ce n'est pas un objectif réaliste et que cela ne changerait pas grand-chose dans les pays de production et de trafic."

Inés Santaclalla

Durcissement

Les Pays-Bas, où la vente de drogues "douces" est tolérée dans les fameux coffee shops, ont récemment durci leur législation.

↑ Depuis le 7 octobre 2011, le cannabis contenant un pourcentage de THC de 15 % ou plus est considéré comme une drogue dure et donc interdit de vente dans les coffee shops.

↑ Depuis le 1^{er} mai 2012, les coffee shops des provinces du Limbourg, du Brabant du Nord et de la Zélande (frontalières avec l'Allemagne et la Belgique) sont obligés de tenir un fichier de leurs membres : seuls les détenteurs d'un passeport néerlandais peuvent obtenir un passe pour y entrer.

↑ A partir du 1^{er} janvier 2013, ces coffee shops ne pourront avoir plus de 2 000 membres et toutes ces règles seront adoptées dans le pays entier.

Tolérance

En Belgique, des "Cannabis Social Clubs"

Un mois après l'introduction du "passe cannabis" dans les municipalités frontalières néerlandaises [voir ci-contre], les plaintes concernant des problèmes liés aux stupéfiants se sont multipliées. Ce "passe cannabis" n'autorise que les personnes résidant aux Pays-Bas et possédant une carte de membre à se procurer du cannabis dans les coffee shops. Les autres consommateurs de joints doivent trouver une solution de rechange. Certains se tournent donc vers le commerce illégal. D'autres cherchent leur salut auprès de l'association anversoise Trekt Uw Plant [Tire ton plant], une

coopérative de consommateurs de cannabis. "Le nombre de membres de notre association a plus que doublé, dit son porte-parole, Joep Oomen. Nous sommes passés de 90 membres le mois dernier à 190 membres aujourd'hui. Nous avons même dû créer une liste d'attente." Il s'agit souvent, selon lui, de consommateurs de cannabis d'un certain âge, qui ne connaissent pas les réseaux clandestins. "En collaboration avec notre association, ajoute-t-il, des Cannabis Social Clubs se sont ouverts à Limbourg et à Arlon. Bientôt, il y aura aussi une antenne à Bruxelles." Un Cannabis Social Club cultive à l'intérieur d'un circuit fermé suffisamment

de marijuana pour satisfaire la demande de ses membres. Trekt Uw Plant administre dix plantations réparties sur toute la Belgique. Chaque membre a son propre plant, qui est cultivé par l'organisation dans un espace collectif. L'association respecte ainsi la directive ministérielle concernant le cannabis, selon laquelle la possession de trois grammes ou d'un plant de cannabis cultivé à usage personnel ne donne lieu qu'à un procès-verbal simplifié, ce qui signifie en pratique que les coordonnées du détenteur sont conservées, mais qu'il n'y aura pas de suite. **Pieter-Jan Borgelloen, De Standaard, Bruxelles**

← A Tijuana, au Mexique, après la saisie de 134 tonnes de marijuana.

En couverture La drogue libre ?

En Suède, un débat fumeux et houleux

Comme ailleurs, les diverses études contradictoires sur la dangerosité du cannabis sont utilisées par les deux camps, partisans et adversaires de la légalisation.

Dagens Nyheter Stockholm

Peu de débats, en Suède, sont aussi houleux que celui sur le cannabis. Il suffit d'aborder sur le sujet pour qu'un bataillon de contradicteurs s'empresse de vous couper le sifflet. Et les attaques viennent des deux côtés. Evoquez le cas d'un toxicomane qui a vu sa mémoire immédiate se dégrader et cent personnes vous feront remarquer que vous oubliez les effets bénéfiques du cannabis et que vous devriez comparer celui-ci à l'alcool et au tabac. En revanche, citez l'échec de toutes les études qui ont essayé de trouver au cannabis les effets terrifiants qu'on lui impute et vous serez accusé d'être l'un de ces tenants du libéralisme qui veulent transformer les citoyens suédois en zombies lymphatiques.

Parmi ceux qui s'engagent courageusement dans le débat, Johan Anderberg, auteur de "Cannabusiness - De l'art de légaliser une drogue" [non traduit en français]. Il y cite entre autres chercheurs Stig Agurell, qui se fait l'écho d'un des arguments les plus entendus et clame haut et fort que l'alcool est plus dangereux que le cannabis : "Le risque de dépendance est plus grand, on devient plus agressif, et ainsi de suite." Pour autant, il n'est pas favorable à une légalisation : "Mon point de vue sur la question est clair. On a déjà bien assez de l'alcool."

C'est vrai, pourquoi ajouter une drogue à la liste ? N'avons-nous déjà pas suffisamment de problèmes avec les drogues déjà en vente libre, à savoir l'alcool et le tabac ? A cela, on peut imaginer deux contre-arguments. Le premier est d'ordre médical et moral. S'il s'avère - ce que démontrent de nombreuses études - que le cannabis est moins nocif pour la santé que l'alcool

→ Saisie de marijuana par la police suédoise.

Les seniors de l'herbe

A tout juste 69 ans, Paul McCartney, autrefois bassiste des Beatles, a annoncé qu'il venait de renoncer à fumer de l'herbe. Mais il va à l'encontre de la tendance : selon une récente étude de l'institut de psychiatrie du King's College de Londres, la consommation de drogue parmi les plus de 50 ans a décuplé depuis les années 1990 au Royaume-Uni. Un consultant cité par *The Irish Times* explique que cette hausse est due au fait que les baby-boomers qui approchent du troisième âge ne veulent pas renoncer pour autant aux plaisirs de leur jeunesse. "C'est le phénomène de l'adolescent perpétuel. Non seulement ils veulent bouger comme Jagger, mais ils veulent aussi mener le même train de vie que lui." De "vieux" consommateurs cités par le journal dublinois rejettent cette thèse. Un homme de 50 ans prétend qu'à son âge il est "plus sûr et plus raisonnable" dans sa façon de consommer de la drogue que pendant son adolescence.



LARS G. PERSSON

et les cigarettes, n'est-il pas foncièrement hypocrite de commercialiser ces deux dernières drogues dans n'importe quel patelin du pays et d'envoyer la police chez ceux qui fument du cannabis ? Le second argument est d'ordre économique et social. La lutte contre le cannabis coûte une fortune dans le monde entier. La légalisation permettrait d'employer cet argent à d'autres fins - à quoi il faudrait ajouter les recettes de la taxation d'un produit devenu légal. Ces fonds pourraient servir à informer des risques et à améliorer la prise en charge des toxicomanes, exactement comme c'est le cas aujourd'hui pour l'alcool et le tabac.

Pour autant, ce n'est pas pour des raisons économiques que fumer un joint est interdit, mais pour des raisons de dangerosité. Quel est le degré de nocivité du cannabis ? Une question, des milliers de réponses.

Un chapitre de "Cannabusiness" présente ainsi une dizaine d'études et autant de conclusions différentes. "La recherche sur le cannabis s'apparente ni plus ni moins à un buffet où n'importe qui pourrait venir piocher une étude qui correspond à son opinion", écrit Johan Anderberg.

Reste un fait qui semble difficile à réfuter : tout porte à croire qu'il n'est pas plus dangereux de fumer du cannabis que de boire de l'alcool ou de fumer des cigarettes. Pour une personne

qui a subi des lésions cérébrales après avoir consommé du haschisch ou de la marijuana, combien ont vu leurs capacités intellectuelles altérées par l'alcool ? Cette situation découle-t-elle du fait que l'alcool est en vente libre dans le monde occidental pendant que la consommation de cannabis est limitée par la loi ? Eh bien, tout dépend de ce que vous piochez au buffet...

Supposons que la Suède souscrive aux arguments en faveur de la légalisation - les économies réalisées, une nocivité moindre par rapport aux autres drogues, des vertus médicales, les bénéfices pour le tiers-monde - et se mette à vendre des joints dans des pharmacies. Le débat risque naturellement de se détourner du cannabis et les tenants de la légalisation pourront passer à la drogue suivante. Où tracer la frontière ? L'Etat va-t-il se transformer en dealer de cocaïne, d'amphétamines, de crack et d'héroïne, autoriser la vente directe aux particuliers et taxer ces drogues pour les regarder ensuite se répandre dans la rue ?

Rares sont les Suédois qui ont envie de vivre dans un pays noyé sous un nuage de fumée permanente. Mais la question est de savoir si le système en place est bien le plus souhaitable, avec des fumeurs de haschisch traqués par la police et un laboratoire d'analyses médico-légales qui traite huit fois plus d'affaires liées au cannabis que d'affaires de cambriolage. **Erik Helmersson**

Vu de Suisse

A Zurich, des médecins plutôt que des policiers

Dans les années 1980, Zurich a traversé une période sombre. A l'époque, dans cette ville suisse réputée paisible, 1% des jeunes âgés d'une vingtaine d'années étaient héroïnomanes, et Zurich affichait le triste record du taux de sida le plus élevé en Europe. Le quartier général des toxicomanes, le Platzspitz, était devenu une vaste zone de non-droit hantée par les dealers et les drogués, où les interventions de la police

étaient aussi violentes que vaines, se souvient André Seidenberg, qui fut parmi les pionniers d'un programme de changement radical de politique antidrogue. Ce médecin rappelle dans la *Neue Zürcher Zeitung* que les autorités ont longtemps campé sur leur position répressive, jusqu'à ce qu'une équipe de médecins volontaires se mobilise et commence à distribuer sur place seringues et aiguilles stériles dans le but

de limiter la propagation du sida parmi les toxicomanes. Quelque 10 000 seringues étaient distribuées chaque jour à plus de 2 000 personnes. Face au succès de l'opération, la municipalité finit par accepter de soutenir cette initiative, baptisée Zipp-Aids. Celle-ci allait ensuite déboucher sur un vaste programme de prise en charge médicale des drogués. Ce changement d'optique s'est révélé décisif : les héroïnomanes sont passés

du statut de délinquants et d'exclus à celui de malades, autorisant ainsi les décideurs - et l'opinion publique - à accepter l'idée de "fidéliser" les drogués par un programme de distribution de méthadone, un opioïde de substitution à l'héroïne. Copié dans le monde entier, ce programme a permis - et permet toujours - de protéger les toxicomanes contre les pathologies lourdes (hépatite, sida, infections) et de les stabiliser sur le plan

psychologique et social grâce à un accompagnement professionnel. Si cette stratégie n'a pas éradiqué la consommation d'héroïne, elle a limité le trafic et même le nombre de consommateurs. Elle a également suscité un consensus dans tout le pays sur une politique antidrogue fondée sur la prise en charge médicale plutôt que policière. Même si le mépris n'a pas disparu à l'égard des toxicomanes.

Le village où le cannabis est roi

Dans le sud de l'Albanie, deux jeunes Néerlandais découvrent Lazarat, une bourgade qui vit de la culture du cannabis.

Gazeta Tema (extraits) Tirana

Tout un village couvert de plantations de cannabis, des enfants qui se frayent un chemin parmi des plants de trois mètres pour se rendre à l'école. C'est incroyable ! Ces deux Néerlandais, partis à la découverte de l'Albanie à moto, n'en reviennent toujours pas. Agés de 25 ans, Theo Roelofs et Daan Vonk se sont inspirés du Voyage à moto de Che Guevara

[son carnet de voyage à travers l'Amérique latine] et ont choisi notre pays pour tenter l'expérience. Dès leur arrivée, les deux jeunes ont entendu parler de Lazarat, une petite bourgade du sud de l'Albanie, perchée à flanc de montagne, baignée par le soleil les trois quarts de l'année... et couverte de cannabis. Les autorités ont beau déclarer chaque année que "Lazarat doit être nettoyé de ce fléau", la plante y règne en maître.

Les deux jeunes ont voulu voir par eux-mêmes. Sur place, ils n'ont pas été déçus : les regards lourds de suspicion des villageois se sont rapidement mués en sourires dès qu'ils ont déclaré leur identité : "Des Hollandais, des Hollandais !" Ce sésame leur a ouvert toutes les portes. Le petit film tiré de cette visite et posté sur YouTube a fait des vagues. "Les Hollandais ont réussi là où la police albanaise a échoué", ont titré les journaux. "Nous sommes restés à peine deux heures dans ce village, banal en apparence, si ce n'était toutes ces plantations de cannabis", raconte Theo. "Tout ce qui est vert, c'est du cannabis. Le type qui nous a accompagnés parlait un anglais impeccable. Ses parents lui ont payé des études à l'étranger grâce à l'argent du cannabis. On était en pleine récolte

annuelle et sa famille était en train d'étaler des plants énormes dans la cour ensoleillée. On n'a pas eu le droit de prendre des photos mais on a pu fumer autant que l'on a voulu !" s'enthousiasme le jeune homme. "Le cannabis leur rapporte un dixième du prix qu'il est vendu dans les coffee shops néerlandais, et cela suffit à faire vivre confortablement la famille, poursuit Theo. Les gens étaient très accueillants, même si un automatique chargé trônait sur la table. C'est un petit commerce familial minuscule comparé à ceux des environs. Aucun doute, le cannabis est roi ici."

La récolte, assurée surtout par des paysannes désœuvrées, nourrit leur famille pour une année entière. "Pourvu que la police ne s'en mêle pas, elle nous priverait de notre seule ressource", dit une salsonnière. Mais cet irréductible village craint peu les autorités. En 2008, des hélicoptères de l'armée, venus surveiller les plantations illégales, ont été accueillis par des tirs de kalachnikov.

En 2012, les saisies de cannabis ont atteint trois tonnes en Albanie. La dépénalisation ? Le sociologue Edmond Dragoti est plutôt contre. Cela introduirait encore plus de confusion dans une société toujours en transition : "Nous souffrons d'une liberté incontrôlée." ♦

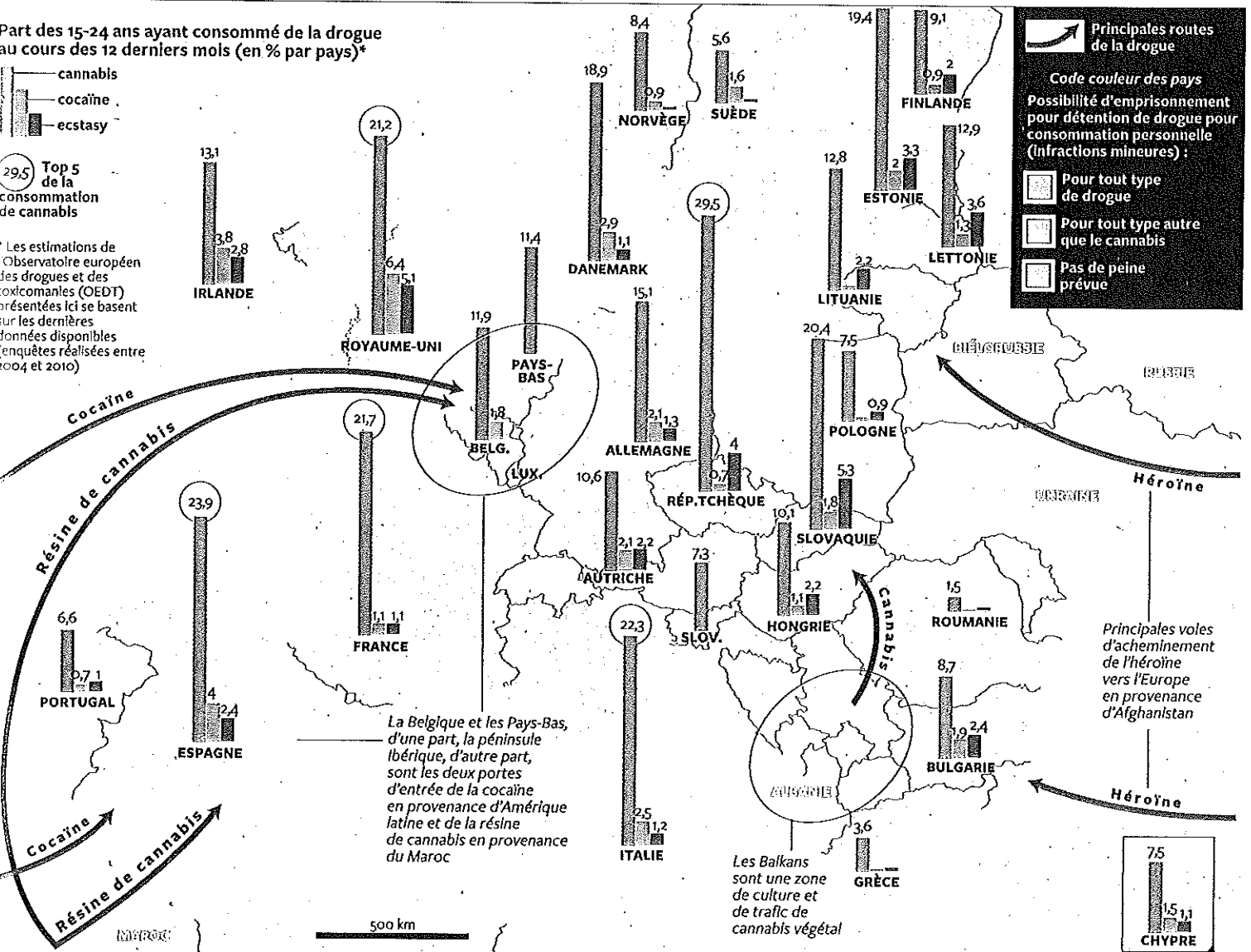
La consommation de drogue chez les jeunes Européens

Part des 15-24 ans ayant consommé de la drogue au cours des 12 derniers mois (en % par pays)*

— cannabis
— cocaïne
— ecstasy

29,5
Top 5 de la consommation de cannabis

* Les estimations de l'Observatoire européen des drogues et des toxicomanies (OEDT) présentées ici se basent sur les dernières données disponibles (enquêtes réalisées entre 2004 et 2010)



En couverture La drogue libre ?

Bienfaits et méfaits du cannabis

Systeme limbique

A faible dose, le cannabis atténue l'anxiété en stimulant les neurones producteurs de dopamine. A forte dose, il l'accroît.

Il peut altérer la mémoire, l'attention, la concentration, l'orientation spatiale et la coordination.

Hypothalamus

Le cannabis inhibe le centre de régulation de la satiété. On l'utilise parfois dans le traitement de l'anorexie. Mais son abus peut entraîner des crises de boulimie chez certains individus.

Il permet de prévenir les nausées provoquées par les traitements antitumoraux et les chimiothérapies.

Cervejet

L'effet anticonvulsif du cannabis est étudié dans le traitement des spasmes musculaires liés à la sclérose en plaques. Certaines personnes atteintes d'épilepsie l'utilisent pour mieux contrôler leurs mouvements.

Cœur et circulation

La prise de cannabis provoque une tachycardie qui réduit l'endurance aux efforts physiques.

Le delta-9-tétrahydrocannabinol (THC)
et d'autres constituants de la fumée
de cannabis peuvent **boucher les artères.**

Moelle épinière

Les effets analgésiques du cannabis sont plus puissants que ceux de l'aspirine. Des recherches ont montré son efficacité dans le traitement des douleurs chroniques et des rhumatismes inflammatoires.

Système reproducteur

Des expériences sur des rats ont rapporté qu'une injection chronique de cannabis pouvait entraîner une altération des testicules et du cycle ovulatoire.

Cerveau

Des études montrent un risque accru de schizophrénie chez les fumeurs réguliers.

De 30 à 50 % des usagers présenteraient des **états dépressifs** à des degrés divers. La prise chronique peut entraîner des **comportements agressifs** et **paranoïdes**.

Une équipe de chercheurs espagnols a montré que le cannabis pouvait réduire de 80 % la croissance de certaines tumeurs cérébrales chez des modèles animaux.

Ceil

En réduisant la pression à l'intérieur de l'œil, le cannabis pourrait contribuer au traitement du glaucome et de la rétinite.

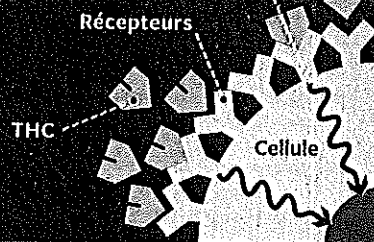
Système respiratoire

L'inhalation de fumée de cannabis, avec ou sans tabac, peut entraîner des **affections bronchopulmonaires**.

Les goudrons contenus dans la fumée de cannabis ont des effets cancérogènes. Une étude de la British Lung Foundation [Fondation britannique pour le poumon] rapporte que fumer un joint par jour pendant un an **augmente le risque de développer un cancer du poumon de 8 %**. A titre de comparaison, fumer 20 cigarettes par jour pendant un an accroît ce risque de 7 %.

Mode d'action

En se fixant sur les récepteurs cannabinoïdes, le THC provoque une série de réactions à l'intérieur des cellules.



Le principal composant du cannabis est une substance appelée delta-9-tétrahydrocannabinol (THC). Le THC mime le comportement des cannabinoïdes endogènes (naturellement fabriqués par l'organisme) dont on sait qu'ils peuvent agir sur l'ensemble des cellules du corps et influencer de nombreuses fonctions : le mouvement, la pensée, la perception du monde extérieur...

La grande illusion de la légalisation

La naïveté qui domine dès que l'on parle de légaliser les drogues sans préciser lesquelles, ni la forme que prendrait cette légalisation, pourrait être contre-productive, estime un universitaire colombien.

Razón Pública Bogotá

La prohibition n'a fait que plonger les pays producteurs dans un bain de sang et dans les horreurs de la corruption... La guerre contre la drogue a échoué puisqu'on continue à en consommer... C'est le problème des gringos, pas le nôtre... Chacun a le droit de faire ce qu'il veut de son propre corps... Tels sont les arguments progressistes, nationalistes et relativement en vogue qui courent aujourd'hui sur les lèvres des chefs d'Etat, des analystes et des citoyens lambda appelant à la "légalisation des drogues". Mais "légaliser les drogues" est une idée si floue qu'elle pourrait ne mener nulle part. Aussi incroyable que cela puisse paraître, personne, pas plus lors des sommets présidentiels que dans le débat qui s'amplifie ces derniers temps, ne s'est attaché à éclaircir trois "détails" pourtant essentiels.

A commencer par la nature exacte de ces "drogues" dont on parle. La liste des substances chimiques altérant le comportement, la perception, le jugement ou les émotions est plutôt longue et assez controversée. Et la liste des stupéfiants à laquelle nous nous référons aujourd'hui répond à une classification arbitraire : dans les pays occidentaux sont licites l'alcool, le tabac, les stimulants mineurs et d'autres produits pharmaceutiques (comme la méthadone), ces derniers uniquement sur prescription médicale. Tous les autres stupéfiants, et en particulier ceux qui engendrent une addiction, sont illicites selon les conventions internationales.

Mais chacune des substances actuellement interdites produit (ou paraît produire, car cet aspect-là aussi est controversé) des effets différents sur la santé physique et mentale, s'adresse (ou semble s'adresser) à des consommateurs différents et provient (ou non) de pays différents. De ce fait, légaliser le cannabis, la cocaïne, l'opium ou les amphétamines représente des démarches totalement différentes.

Deuxième "détail" fondamental : il faut préciser la phase du processus dont on parle. Dans le cas des substances d'origine végétale (qui sont le cœur du problème en Amérique latine), il faut distinguer la culture de la coca et du pavot (et, pour le Mexique, celle du cannabis) de la production et de l'exportation de cocaïne et d'héroïne, faire la différence entre vente de drogue et consommation, et distinguer encore le trafic de produits précurseurs [servant à la fabrication des drogues, en amont] et les activités de blanchiment.

Dans le débat actuel, s'agit-il de légaliser la consommation, la production, la vente, la culture, etc. ? Ce n'est pas la même chose que les Etats-Unis autorisent la consommation de cocaïne ou que les cultivateurs du Putumayo [département colombien, dans le sud-ouest du

→ En Bolivie, où la culture de la feuille de coca est autorisée.

Sur le web
www.courrier
international.com

Arellano, un article de l'hebdomadaire colombien *El Malpensante* paru dans C/n° 1112, du 24 février 2012, expliquant comment, en janvier dernier, le président de la Colombie, Juan Manuel Santos, a brisé un tabou en évoquant - prudemment - la légalisation de la cocaïne.



pays] puissent vendre librement leurs récoltes [de feuilles de coca].

Troisième point : l'idée de "légalisation" recouvre des champs très différents : s'agit-il de mettre en place un marché libre ou, à l'inverse, d'instaurer un monopole d'Etat ? Est-il question de supprimer les peines d'emprisonnement pour les remplacer par des thérapies ? D'arrêter les campagnes de fumigation [épandage aérien d'herbicide pour tuer les cultures] au profit de programmes de développement rural ? D'autoriser les médecins à prescrire ? De créer des lieux de ventes réservés ? Bref, de quoi parlons-nous ?

Etats-Unis

La main de fer d'Obama

Dans une nouvelle biographie du locataire de la Maison-Blanche intitulée *Barack Obama: the Story* (Barack Obama : l'histoire), qui sera publiée le 19 juin prochain aux Etats-Unis, le journaliste du *Washington Post* David Maraniss revient sur la jeunesse mouvementée du président américain et notamment sur son goût pour l'herbe. S'il ne s'agit pas d'un scoop, puisque Obama a confessé dans son autobiographie *Les Rêves de mon père* qu'il avait déjà fumé de l'herbe et l'a répété durant la campagne électorale de 2008, ces nouvelles indiscrétions ont tout de même fait réagir les défenseurs de la légalisation du cannabis aux Etats-Unis, déçus de la politique répressive poursuivie par Barack Obama depuis son arrivée à la Maison-Blanche. Comme l'écrit le chroniqueur Clarence Page dans

les colonnes du *Chicago Tribune*, "depuis son investiture, les arrestations pour détention de marijuana ont atteint des niveaux records et se sont chiffrées à 850 000 par an en 2009 et 2010, selon les derniers chiffres du FBI. De même, plus de 100 raids ont été menés par les autorités fédérales dans neuf Etats ayant autorisé la consommation de marijuana à des fins thérapeutiques, en particulier en Californie. Ces raids se sont soldés par la fermeture de dizaine de centres de distribution de cannabis thérapeutique agréés, ainsi que par la fermeture d'un centre de formation à la culture et à la distribution du cannabis à Oakland". De quoi se demander, conclut le chroniqueur, "si le Barack Obama d'aujourd'hui ne ferait pas tout pour arrêter le jeune adepte de la fumette qu'il était dans les années 1970".

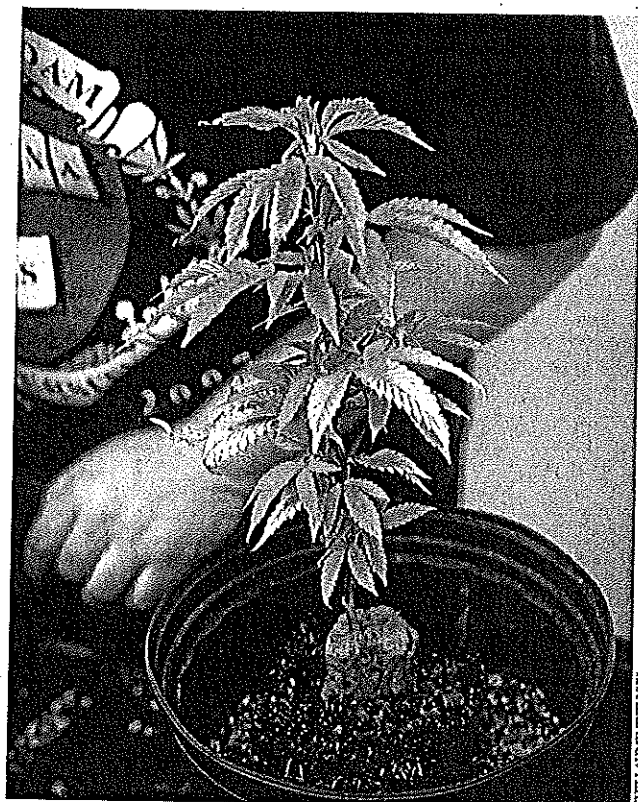
Face à tant de flou, les prohibitionnistes resserrent les rangs autour d'une idée simple : mieux vaut ne rien changer du tout. Et, pendant que le président [de la Colombie], Juan Manuel Santos, évoque timidement l'idée d'"étudier des scénarios" ou que les sorties des présidents Evo Morales [en Bolivie] et Otto Pérez Molina au Guatemala [qui prônent tous deux un changement de politique] sont présentées comme de simples "pantalonnades", la quasi-totalité des membres de l'ONU (Colombie comprise) s'en tiennent au régime orthodoxe en vigueur.

Dans ce paysage pétrifié, on ne discerne guère que deux ébauches de changement possibles. D'une part, une dépénalisation de la consommation et, éventuellement, des petites cultures de cannabis à usage personnel aux Etats-Unis (comme cela a été proposé en Alaska, au Nevada, dans l'Etat de Washington, dans l'Oregon et, de façon plus notoire, en Californie), voire aussi en Europe. D'autre part, l'extension des programmes de traitement médical et de réduction des risques pour les toxicomanes, comme l'ont fait les Pays-Bas (coffee shops à Amsterdam, délivrance médicale d'héroïne, distribution gratuite de seringues pour lutter contre le sida, etc.).

Ces mesures pourraient peut-être améliorer les choses pour les pays consommateurs - et pour les consommateurs colombiens aussi. Mais elles ne changeraient rien au principal problème de l'Amérique latine : l'exportation de cocaïne et le dilemme tragique entre violence et paralysie de l'Etat qui nous voue à la destruction. Pis, la libéralisation de la drogue aux Etats-Unis ou en Europe risquerait bien d'entraîner une augmentation des exportations latino-américaines, et notre dilemme se ferait plus cruel encore. J'ai donc un message pour les progressistes qui dans notre pays réclament la "légalisation des drogues" : attention au retour de boomerang. **Hernando Gómez Buendía***

* Philosophe, économiste, avocat et sociologue, très impliqué dans la vie politique et intellectuelle de la Colombie, directeur de la revue en ligne *Razón Pública*.

En couverture La drogue libre ?



Constat d'échec pour la prohibition

La guerre contre les drogues menée en Amérique latine a échoué. L'expérience montre qu'il est impossible de lutter contre le trafic. Des voix de plus en plus nombreuses s'élèvent pour exiger un changement de politique et... des lois.

El País Madrid

Le 8 avril dernier, les ex-présidents latino-américains Fernando Henrique Cardoso [Brésil, de 1995 à 2003], César Gaviria [Colombie, de 1990 à 1994] et Ernesto Zedillo [Mexique, de 1994 à 2000] ont publié un nouveau document sur la question des drogues en Amérique latine. Celui-ci reprend les idées de leurs déclarations antérieures, faites il y a quatre ans dans le cadre de la Commission mondiale sur les drogues. Mais, cette fois, plus explicitement encore, ils réitèrent que "quarante ans d'immenses efforts n'ont pas réussi à réduire la production ni la consommation de substances illicites" et qu'"au vu de l'inefficacité et des conséquences désastreuses de la 'guerre contre les drogues' [force est de constater] l'échec de la stratégie prohibitionniste et l'urgence d'ouvrir un débat sur d'autres politiques".

D'ores et déjà, ils parlent clairement de la réglementation du cannabis, qui équivaudrait à celle de l'alcool et du tabac. Ils passent en revue

↑ A Oakland, une association enseigne la culture du cannabis.

Des projets qui avancent

En Argentine, la dépénalisation des drogues est actuellement au cœur des débats au Parlement. Les députés travaillent sur un projet de loi autorisant la détention de tout type de stupéfiants à des fins de consommation personnelle et dépénalisant la culture de toutes les drogues sans objectifs commerciaux. Au Brésil, le Parlement est également en train de discuter d'un projet de réforme du Code pénal qui propose de dépénaliser la possession de "petites quantités" de cannabis, voire d'autres stupéfiants.

les expériences pertinentes tentées ces derniers temps : "les expériences européennes en matière de santé publique et de réduction des dommages ; celles de médecins dans certains Etats des Etats-Unis avec l'utilisation médicale du cannabis ; la mobilisation du secteur privé et des milieux scientifiques, ainsi que les attentes des jeunes..." Qu'il s'agisse d'anciens présidents comme Vicente Fox [Mexique] ou Felipe González [Espagne], d'intellectuels comme Mario Vargas Llosa [écrivain péruvien, Prix Nobel de littérature 2010] ou encore de nombreux anciens dirigeants d'autres pays, tous s'accordent sur un point : l'actuelle politique ne fonctionne pas.

Grâce à l'initiative de ces trois anciens présidents, le Sommet des Amériques, qui eu lieu à Cartagena [Colombie] du 14 au 15 avril dernier, a lancé le débat à l'échelle des chefs d'Etat en exercice. Pour la première fois, un président des Etats-Unis s'est vu obligé d'écouter les arguments, les thèses, la douleur de ses homologues du sud du Rio Grande, qui évoquaient les conséquences désastreuses et les maigres résultats de la guerre contre la drogue. Comme l'ont bien dit Juan Manuel Santos [Colombie], Otto Pérez Molina [Guatemala] et Laura Chinchilla [Costa Rica], ce n'est que le début d'un long processus, et seul le temps et la discussion inciteront d'autres dirigeants latino-américains à convaincre Barack Obama ou son successeur que la politique des quarante dernières années est un fiasco.

L'actuelle position mexicaine va bientôt changer, et ainsi le principal obstacle à un consensus régional en faveur d'une alternative sera levé. Le Mexique est le seul pays de la région qui soit à la fois producteur de drogue et zone de transit ; c'est celui qui a payé le plus lourd tribut – plus de 50 000 morts ces cinq dernières années – à la lutte contre le trafic de drogue (la Colombie a aussi combattu les guérilleros et les paramilitaires) ; et c'est celui qui, pour des raisons évidentes, a le plus de liens avec les Etats-Unis. L'actuel président, Felipe Calderón, a été l'un des principaux champions de la position prohibitionniste, même s'il a accepté du bout des lèvres qu'il y ait un débat sur la légalisation. Mais Calderón termine son mandat le 30 novembre, et tous ses successeurs éventuels ont déjà commencé à prendre leurs distances par rapport à la politique menée pendant son sexennat.

Si l'on cesse de concentrer toutes les ressources sur la guerre contre la drogue, cela signifie qu'on "laisse passer la drogue" aux Etats-Unis, comme l'a dit en privé un ancien président d'Amérique centrale ; et si on légalisait le marché de la drogue sans le réglementer, cela reviendrait à encourager la culture de l'illégalité et de l'impunité. Comme personne ne souhaite en arriver là dans une région sinistrée par la faiblesse de l'Etat de droit, nous en venons à la recommandation de Cardoso, Gaviria et Zedillo : changer la loi pour l'adapter à la réalité, au lieu de vouloir changer la réalité pour l'adapter à la loi.

Beaucoup disent la même chose depuis cinq ans, tant au Mexique que dans de nombreux pays d'Amérique latine. Penser qu'on puisse réprimer le narcotrafic tout en protégeant la société dans un contexte de rareté des ressources et de faiblesse institutionnelle relève de la naïveté, voire de la bêtise. Il est bon que l'Amérique latine, peu à peu, avance sur ce chemin ; il est bon que Cardoso, Gaviria, Zedillo, Fox et Vargas Llosa prennent parti plus clairement ; il est bon que Barack Obama écoute ; il est bon que même au Mexique les choses changent. **Jorge Castañeda***

* Ancien ministre des Affaires étrangères du Mexique de 2000 à 2003.

Vu du Brésil

A l'origine de la violence

L'Amérique latine se noie dans un véritable bain de sang. C'est le continent le plus violent au monde, loin devant l'Afrique. Parmi les quatorze pays du monde qui comptent le plus d'assassinats, sept se trouvent en Amérique latine, à commencer par le Salvador, où l'on court bien plus de risques de prendre une balle qu'en pleine guerre d'Irak.

L'origine de toute cette violence est claire comme l'eau de la mer des Caraïbes : la lutte contre la drogue. Ces quarante dernières années, à partir du jour où Richard Nixon s'est assis dans le fauteuil présidentiel, les Etats-Unis ont mené une politique de répression contre la drogue sur tout le continent.

Avec le durcissement de la réglementation, les criminels se sont assurés le monopole d'un marché des plus lucratifs qui leur permet d'être mieux armés et mieux payés que n'importe quelle force officielle de sécurité. Résultat ? Un niveau de violence jamais atteint. Paradoxalement, en l'absence d'investissements dans la santé et l'éducation, la consommation de drogue ne cesse d'augmenter. La lutte contre la drogue représente aujourd'hui le principal obstacle au développement de l'Amérique latine.

Mais la vent tourne. Le mois dernier, Otto Pérez Molina, le président du Guatemala, a demandé à ses homologues d'Amérique latine d'amorcer une réflexion pour trouver des solutions à ce problème, évoquant même l'idée de créer des marchés contrôlés pour le cannabis, de sorte que le trafic devienne moins lucratif, ce qui aura pour effet de limiter les ventes d'armes. Or Pérez Molina n'a pas exactement le profil d'un hippie aux cheveux longs : il s'agit d'un général, partisan de la ligne dure, élu sur sa promesse de "mettre KO les cartels". Des pays aussi importants que la Colombie, le Mexique, l'Argentine, le Chili et l'Uruguay n'ont pas tardé à apporter leur soutien à cette courageuse initiative. L'ex-président colombien César Gaviria a affirmé que la plupart des responsables gouvernementaux américains savent que la lutte contre la drogue est une erreur, qui doit sa persistance au simple fait qu'elle "fonctionne en mode automatique". Au milieu de ce chaos, il reste un pays, le Brésil, dont la position est fondamentale. Si Dilma Rousseff soutient clairement cette initiative, le Brésil, le Mexique et la Colombie, les trois principales économies d'Amérique latine, parleront d'une même voix et pourront empêcher un bain de sang dans la région. Ce qui pourrait changer bien des choses dans le monde entier. Et pourtant, le Brésil ne s'engage pas. Le palais Itamaraty, le ministère des Affaires étrangères, s'est refusé à tout commentaire hormis une vague déclaration selon laquelle le pays "n'est pas opposé à un débat". **Denis Russo Burglierman* Folha de São Paulo** (extraits) São Paulo

* Journaliste brésilien, auteur de l'ouvrage *O fim da guerra : a maconha e a criação de um novo sistema para lidar com as drogas* (La fin de la guerre : le cannabis et la création d'un nouveau système de lutte contre les drogues) Leya, 2011.